



Ces dissoutes au profit d'une nouvelle force de défense nationale et d'une nouvelle police nationale intègrant des éléments de l'ancienne armée gouvernementale et des éléments des anciennes rébellions. Cette intégration constitue un moment de réussite. Ainsi, certaines aventures, à l'instar du coup d'Etat de 1993 qui a abouti dans un bain de sang effroyable des institutions démocratiquement mises en place, sont conjurées. Mesdames, Messieurs, Maintenant, quels sont les enjeux proprement dits de ces élections ? D'abord une information que vous possédez peut-être déjà, à en votre qualité d'observateurs de long terme, est que vous allez partir pour observer une longue série de 5 scrutins (série nationale à deux tours aux présidentielles) : - les élections communales au mois de mai - les élections présidentielles au mois de juin - les élections des députés au mois de juillet - le même mois de juillet - enfin les élections collinaires au mois de septembre. Certains estiment que c'est l'année, mais pour le moment, nous n'avons pas de choix. Nous sommes rattachés par une constitution post conflit, qui ne pouvait pas changer durant cette législature qui se termine. Peut-être qu'avec une nouvelle constitution nous pourrions décaler ces scrutins. Je dois aussi porter à votre connaissance quelques éléments rassurants pour le bon déroulement de ces élections. D'abord, la commission nationale indépendante (CENI) a été mise en place par consensus. Elle a été créée par le Gouvernement et le Parlement. C'est donc un organe auquel toutes les forces politiques ont confiance, et qui agit en toute indépendance. La même démarche a été empruntée pour la mise en place du code électoral. Nous appliquons un code électoral de consensus. Ensuite, les élections se déroulent dans un contexte de paix retrouvée, contrairement à celles de 2005 où le dernier mouvement rebelle n'avait pas encore déposé les armes. Aujourd'hui, ce mouvement s'est mué en parti politique et son chef se porte maintenant candidat à l'élection présidentielle. La campagne de désarmement des populations civiles a été menée de manière vigoureuse. À noter enfin la mise en place d'un plan de sécurisation des élections. Les forces ont reçu des formations sur la sécurisation des élections avec l'appui de la coopération hollandaise et belge. Signalons également la présence de nombreux observateurs internationaux dont vous constituez l'équipe la plus importante. Vous travaillerez avec d'autres équipes de parlementaires belges, de parlementaires des ACP et de l'Union européenne, des Ambassadeurs ACP, des équipes des Nations Unies, de l'Union africaine, de l'East African Community etc. Mesdames, Messieurs, Tous ces éléments nous permettent de souligner les enjeux, à tous points de vue, que présentent ces élections, non pas seulement pour le Burundi, mais aussi pour la communauté internationale entière. L'enjeu majeur est la consolidation du modèle burundais, un modèle de réussite. Le modèle burundais, c'est d'abord un modèle de démocratie, assez rare en Afrique. Nous avons 44 partis politiques agréés et 23 de ces partis seront en compétition au niveau des élections communales. A ce jour, nous enregistrons une quinzaine de candidats aux élections présidentielles, dont deux femmes et deux indépendants. La liberté de presse connaît une grande expansion. Une synergie des médias est mise en place en vue de la couverture de ces élections. Nous avons démontré les effets positifs d'une telle démarche en 2005. Le modèle burundais, c'est aussi un modèle de cohabitation ethnique. Dans une Afrique qui connaît souvent des déchirements caractéristiques ethniques, si l'harmonie existante entre les hutu et les tutsi se consolide, notre pays pourra servir de référence. Le modèle burundais, c'est aussi un modèle de réintégration des forces combattantes d'une armée gouvernementale et de plusieurs rébellions. À première vue, personne n'y croyait. Mais le miracle est produit, que ce soit au niveau de notre armée, que ce soit au niveau de notre police nationale. Ce modèle est susceptible d'inspirer beaucoup de pays à travers le monde. D'ailleurs nous exportons ce modèle dans d'autres pays encore en difficulté comme le Soudan, la Somalie, la Côte d'Ivoire. Le modèle burundais a besoin de consolidation pour la réussite de l'intégration régionale. La consolidation de la paix au Burundi constitue un gage important pour la relance de la CEPGL (Communauté économique des pays des Grands lacs), que nous partageons avec le Rwanda et la République démocratique du Congo. Avec les difficultés que connaît le Kivu, notre pays est appelé à jouer un rôle de premier plan. Nous sommes le siège de la Banque de la ZEP (zone d'échanges préférentiels) animée par le Comesa, le marché commun de l'Afrique orientale et australe. Nous sommes également le siège de la CIRGL (Conférence internationale de la Région des Grands Lacs) qui regroupe plus d'une dizaine de pays. Le Burundi joue également un rôle important au niveau de l'EAC (East African Community) que nous partageons avec le Rwanda, la Tanzanie, l'Uganda et le Kenya. Enfin, à cheval entre l'Afrique francophone et l'Afrique anglophone, le Burundi est un maillon important de l'OIF (Organisation Internationale de la Francophonie) pour toute la partie orientale et australe de l'Afrique. Le modèle burundais se situe aussi au niveau de sa politique de rapatriement et d'intégration des réfugiés. Nous avons intégré dans un temps record plusieurs centaines de milliers de compatriotes rapatriés et le Burundi constitue cet égard un cas modèle pour la communauté internationale. Mesdames, Messieurs, En définitive, la consolidation de ces divers acquis, à la faveur de la paix retrouvée, est capitale, non pas seulement pour le Burundi, mais aussi pour la Sous-région, la Région, et la communauté internationale entière. Elle permettra la concrétisation de l'étape importante suivante, à savoir la phase du développement, pour faire du Burundi également un modèle de développement, et pour reprendre l'expression de nos ancêtres, « un pays où coulent le miel et le lait ». Je vous remercie de votre attention et souhaite pleine réussite à votre exaltante mission dans notre pays. Laurent Kavakure Ambassadeur